

ÉCONOMIE

: LEFIGARO.FR

Roland Lescure: «Nous construisons les infrastructures énergétiques des cinquante prochaines années»

EXCLUSIF - Le ministre délégué à l'Industrie et à l'Énergie dévoile le dispositif législatif et réglementaire dont l'objectif est de faire de la France le premier pays industriel totalement décarboné.

Après plusieurs mois de valse-hésitation, le cadre réglementaire et législatif de la stratégie énergétique nationale se dessine enfin. La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la protection des consommateurs vis-à-vis des fournisseurs d'électricité, la résolution du contentieux européen sur les barrages électrique et la régulation d'EDF sont en haut de la pile à l'agenda du ministre délégué à l'Industrie et à l'Énergie.

«Nous vivons un moment historique: la révolution industrielle verte, qui est une transformation de notre modèle, y compris énergétique», explique Roland Lescure au Figaro. Pour le ministre, c'est un «projet enthousiasmant, qui va engager des centaines de milliers de personnes, des milliards de capitaux, avec des chantiers historiques qui vont refaire de la France une grande nation industrielle et garantir sa souveraineté énergétique. Nous construisons les infrastructures énergétiques des cinquante prochaines années.»

Le chantier du siècle

Ce vaste programme se compare, selon lui, à ceux engagés dans les années 1960, 1970 et 1980, qui sont passés par la construction du parc nucléaire actuel, des lignes de TGV et des autoroutes. *«Nous voulons être ambitieux et efficaces, même si cela ne va pas toujours faire plaisir aux voisins (habitant à côté de ces grands projets, NDLR). C'est notre devoir de convaincre, et pour cela la concertation est un élément clé», lance le ministre, qui affiche sa volonté d'embarquer les parlementaires et les citoyens.*

» **LIRE AUSSI** - Le réseau électrique, talon d'Achille de la transition énergétique

Le premier levier d'action du gouvernement sera la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Après plusieurs mois de flou, le gouvernement opte pour la voie réglementaire. *«Comme l'a annoncé le premier ministre, une consultation nationale va être lancée. Nous allons saisir la Commission nationale du débat public par courrier cette semaine pour accompagner cette concertation. Elle durera deux à trois mois», détaille Roland Lescure. Les résultats de ces échanges devraient être rendus cet automne, avec pour objectif que le décret d'application de la PPE soit rédigé et publié avant la fin de l'année.*

L'importance d'un débat public

«Il y a déjà eu un débat public important, rappelle le ministre. L'objectif est d'atteindre la neutralité carbone en 2050.» La France doit à la fois accroître sa production d'électricité et accélérer le passage de la consommation d'énergies fossiles à des énergies bas carbone : nucléaire, renouvelables, gaz verts, chaleur renouvelable et biomasse. Cela signifie passer de 450 térawattheures (TWh) d'électricité bas carbone produite actuellement à 650 TWh d'énergie bas carbone. Tous les vecteurs énergétiques sont mobilisés dans ce plan. *«Je veux mettre fin à la guerre de religion qui oppose les pronucléaire aux prorenouvelable, insiste Roland Lescure. Objectivement, nous avons besoin des deux. il faut revenir aux vrais sujets de fond pour livrer aux Français une énergie décarbonée, de façon massive, produite avec des équipements nationaux.»*

Dans la PPE, chaque filière se voit fixer ses propres objectifs pour 2035. *«Il faut remettre le nucléaire historique au niveau du passé, avec une production de l'ordre de 400TWh, lancer la construction des six EPR2 pour une entrée en production entre 2035 et 2042»,* précise Roland Lescure.

» **LIRE AUSSI** - Électricité : du nucléaire au solaire, la France a retrouvé de sa superbe

Les objectifs pour les renouvelables sont aussi posés, en ligne avec ceux définis par les sept groupes de travail qui ont planché sur le sujet l'année dernière dans le cadre de l'élaboration de la stratégie énergie climat, sous l'égide d'Agnès Pannier-Runacher, alors ministre de l'Énergie. L'ambition est de multiplier par 5 la production d'électricité solaire pour atteindre 100 GW de capacité installée (93 TWh de production), de multiplier par 2 l'éolien terrestre pour arriver entre 40 et 45 GW de capacité, et de porter la production d'éolien offshore qui atteint à peine 1 GW à 45 GW d'ici à 2050 (la moitié du chemin devant être réalisée en 2035).

1000 nouvelles éoliennes dans les eaux territoriales

«Cela implique la construction de 1000 mâts dans nos eaux: c'est un sujet à discuter, pose Roland Lescure. Nous avons le chemin et les objectifs. Il nous faut discuter des choses concrètes et de la méthode pour atteindre ces objectifs. Sur l'éolien terrestre, par exemple, le doublement des capacités de production éoliennes se fait-il en doublant le nombre de mâts ou en doublant la puissance des mats installés? Comment s'assurer que les régions où il n'y a pas d'éoliennes contribuent à l'effort collectif? Alors que dans certaines, ce n'est pas le vent qui manque mais la volonté d'y aller.»

Des questions similaires se posent pour les panneaux solaires : seront-ils installés en priorité sur des terrains agricoles en complément d'activités d'élevage ou de culture (agrivoltaïsme), plutôt sur des toits de bâtiments en milieu urbain ? Alors que le gouvernement veut aussi multiplier par 5 la production de biogaz d'ici à 2030, quels modèles pour les méthaniseurs : grandes unités ou petites dans les fermes ? Ce sera sans doute un peu de tout. *«Les choix difficiles d'hier nous protègent aujourd'hui, ajoute Roland Lescure. Je veux faire partie de ceux qui vont faire les choix diffi-*

ciles qui nous protégeront demain.» L'installation de telles infrastructures suscitent inévitablement du mécontentement chez certains.

» **LIRE AUSSI** - Le gaz, alternative à l'électricité pour verdier le mix énergétique

La PPE, doublée du pacte solaire annoncé la semaine dernière avec le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, apporte la visibilité nécessaire aux industriels pour lancer de grands projets, nécessitant d'importants investissements. Un point fondamental alors que, dans le même temps, le gouvernement mise sur la relance d'une filière de production nationale de panneaux photovoltaïques d'une capacité de 10 à 15 GW. De quoi alimenter le marché intérieur et exporter.

Une meilleure protection des consommateurs

«Une loi cathédrale» regroupant l'ensemble des sujets énergétiques étant *«difficile»*, le gouvernement a opté pour porter devant le Parlement un texte de loi resserré sur la protection des consommateurs dans le domaine énergétique. *«Je ne veux pas jeter l'opprobre sur toute une profession, mais il faut de la transparence sur les factures de gaz et d'électricité, sur les règles d'indexation et une bonne information sur les règles de résiliation des contrats»*, mentionne Roland Lescure. Les pouvoirs de sanctions de la Commission de régulation de l'énergie ont vocation à être renforcés. Le ministre ne donne pas de détails, soucieux de *«ne pas préempter le débat»*. Il appelle les parlementaires à *«travailler sur ces points»*.

Redonner un futur aux barrages hydrauliques

Roland Lescure entend aussi sortir des *«quinze années de contentieux européen qui bloquent les investissements dans les barrages hydroélectriques français, en travaillant avec les parlementaires»*. Le sujet, crucial, fait l'objet d'un bras de fer entre Paris et Bruxelles. Quand la France veut garder la main sur cette précieuse ressource, l'Europe résonne en termes d'ouverture du marché à la concurrence. Le gouvernement veut reprendre les discussions, avec pour objectif d'augmenter la capacité de production de ces installations grâce à la mise en place d'équipements plus modernes et plus performants. *«Produire plus, produire mieux»*, résume le ministre.

L'électricité doit aussi d'être abordable pour les particuliers et compétitive pour les industriels. D'où le sujet de la régulation d'EDF. *«J'appelle tous les acteurs à signer des contrats à long terme»*, lance le ministre aux grandes entreprises. Trois de ces contrats ont été signés, a fait savoir EDF en audition au Sénat. Le mouvement doit *«accélérer»*. *«Aujourd'hui, les prix sont bas, il faut signer des contrats»*, insiste le ministre qui redoute de voir les prix de l'électricité remonter, laissant au passage des entreprises et des fournisseurs alternatifs sur le carreau. Les contrats à long terme mis en place par EDF sont notamment conçus pour éviter de nouveaux dérapages et offrir de la visibilité sur les prix à long terme.

*par 88 Bembaron Elsa ebembaron@lefigaro.fr 847 Crouzel Cé-
cile ccrouzel@lefigaro.fr*

